

COMPRENDRE

ÉTUDE

**Évolution de l'insertion
professionnelle des
jeunes des quartiers
prioritaires de la
politique de la ville
entre la Génération 2010
et la Génération 2017**



Directeur de publication : Stanislas Bourron
Responsable de collection : Agnès Reiner
Directrice éditoriale : Sylviane Le Guyader
Rédacteurs : Elsa Personnaz (Céreq), Juliette Robin (ANCT),
Arthur Félix W. Sawadogo (Céreq/IREDU)
Date d'édition : Mars 2024

Sommaire

Introduction ————— **4**

PARTIE 1

Les jeunes des QPV restent moins diplômés que leurs voisins, mais les écarts se réduisent ————— **7**

- Les jeunes résidant en QPV, majoritairement d'origine sociale défavorisée et plus souvent immigrés ou issus de l'immigration
- Plus d'un quart des jeunes de QPV sortent du système éducatif sans diplôme, soit deux fois plus que l'ensemble de la cohorte
- Malgré une politique générale de baisse des redoublements, 23 % des jeunes de QPV ont redoublé avant l'entrée en 6^e
- Les trois-quarts des jeunes de QPV sortis de l'enseignement secondaire s'étaient engagés dans la voie professionnelle à l'issue de la troisième
- 45 % des jeunes de QPV sont sortis de formation initiale avec au mieux un diplôme du secondaire (CAP-BEP ou baccalauréat), contre 36 % pour leurs voisins
- Un accès à l'enseignement supérieur en hausse pour les jeunes de QPV, notamment en master
- Pour les jeunes des QPV, des études plus souvent écourtées sous le poids de différentes contraintes

PARTIE 2

Une évolution de la situation sur le marché du travail en demi-teinte ————— **12**

- Stabilité globale des trajectoires d'insertion : les jeunes originaires des QPV restent dans une position défavorable
- La situation après 3 ans sur le marché du travail (juin 2013 et juin 2020)
- Les conditions de l'emploi après 3 ans sur le marché du travail : vers plus de stabilité, notamment pour les jeunes issus de QPV ?
- Pour quels emplois, dans quels secteurs ?

PARTIE 3

Zoom sur les jeunes non-diplômés ————— **19**

- Moins de 20 % des jeunes non-diplômés originaires des QPV connaissent une trajectoire dominée par l'emploi
- Non-diplômés, résidant en QPV et sortis du système scolaire avant la dernière année de formation : le cumul des préjudices

Conclusion ————— **23**

Bibliographie ————— **24**

Introduction

Plusieurs études, dont celles de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) et du Céreq, ont mis en évidence les difficultés d'insertion professionnelle rencontrées par les personnes issues des QPV (voir par exemple Couppié et al., 2020 ; Lachkar & Robin, 2021). Si leurs difficultés tiennent pour partie à leurs caractéristiques scolaires ainsi qu'à leurs origines sociales, elles peuvent être également attribuables à un effet propre du territoire (Couppié, 2013 ; Petit et al., 2011) et/ou à des pratiques discriminatoires sur le marché du travail liées à la stigmatisation de ces quartiers (Henrard & Vignale, 2020).

Depuis les années 1970, les pouvoirs publics ont mis en place une politique visant à soutenir les quartiers en difficulté, et à favoriser l'accès à l'emploi des personnes originaires des QPV. En témoignent récemment par exemple le dispositif des emplois francs, permettant aux employeurs de bénéficier d'une aide en cas d'embauche d'un habitant des QPV et généralisé au 1er janvier 2020 après une série d'expérimentations. Ce type de dispositif vient renforcer l'arsenal des mesures destinées plus généralement à l'ensemble des personnes vulnérables sur le marché de l'emploi, résidant ou non au sein de ces quartiers (par exemple, la Garantie Jeunes, remplacée en 2022 par le Contrat Engagement Jeunes, les contrats aidés, etc.).

Pour autant, qu'en est-il de l'évolution des conditions d'insertion des habitants des QPV, en particulier des jeunes en début de carrière ? Connaissent-ils une meilleure situation que leurs aînés entrés quelques années plus tôt dans la vie active ? Les disparités déjà observées entre ces jeunes et leurs voisins urbains se réduisent-elles ou tendent-elles au contraire à s'accroître ? Si le diplôme apparaît déterminant dans l'insertion, dans quelle mesure l'absence de titre scolaire à l'issue de la formation initiale est-elle préjudiciable pour les jeunes, selon qu'ils aient

ou non décroché précocement dans leur cycle de formation ? Cette pénalité s'avère-t-elle plus importante pour les jeunes des QPV ?

Pour répondre à ces différentes interrogations, sont mobilisées des données des enquêtes Génération du Céreq, collectées en 2013 et 2020 auprès des jeunes sortis du système éducatif, respectivement en 2010 et 2017. Ces données comparables, représentatives au niveau national, permettent d'identifier le lieu de résidence des jeunes au moment où ils terminent leurs études, puis de comparer l'insertion des jeunes des QPV à celles des autres, en particulier à celle des jeunes résidant en dehors des QPV mais dans une unité urbaine qui en possède (les voisins urbains).

Les résultats issus de nos analyses pointent en premier lieu que la Génération 2017 apparaît plus diplômée que la précédente et que cette évolution est particulièrement sensible dans les QPV. Ainsi, au sein de la Génération 2010, un tiers des jeunes de QPV n'avaient aucun diplôme, alors que c'est le cas d'un quart d'entre eux de la Génération 2017 ; la part des diplômés de master issus de QPV progresse et cela de façon plus importante que pour leurs voisins. Pour autant, le niveau de diplôme atteint par les jeunes originaires de QPV demeure sensiblement inférieur à celui de leurs voisins citadins. Le pourcentage de jeunes sans diplôme est deux fois plus élevé parmi eux, et ils demeurent une minorité à poursuivre des études supérieures de longue durée, en particulier dans des filières sélectives comme les écoles de commerce et d'ingénieurs.

Leur scolarité écourtée porte toujours les stigmates d'un environnement social défavorisé, et ne sera pas sans conséquence sur leur parcours professionnel. Il ressort ainsi, en deuxième lieu, que les jeunes des QPV sont davantage confrontés à des difficultés d'insertion que leurs voisins, les écarts observés entre les générations restant



remarquablement stables dans l'ensemble. En particulier, la proportion de jeunes issus des QPV qui ne sont pas en emploi trois ans après avoir quitté le système scolaire est deux fois plus élevée.

Ce constat global masque toutefois, en troisième lieu, des différences selon l'accès ou non à un diplôme à l'issue de la scolarité. Les non-diplômés de la Génération 2017 connaissent des difficultés d'insertion plus importantes que ceux de la précédente Génération, ils semblent avoir davantage subi les effets de la crise sanitaire et économique de 2020. Ces difficultés sont plus prononcées pour les jeunes n'ayant pas atteint l'année terminale, encore plus pour ceux et celles originaires des QPV. Le préjudice lié au décrochage scolaire semble ainsi plus élevé pour ces derniers.

Cette présente étude se décline donc en trois grandes parties. La première partie propose de dresser le profil sociodémographique et scolaire des jeunes résidant en QPV à la fin de leurs études (**partie 1**). La seconde confronte leurs conditions d'insertion à celles des autres jeunes urbains, selon l'année de sortie de la formation initiale (**partie 2**). La troisième partie propose un zoom sur l'insertion des non-diplômés. Particulièrement vulnérable sur le marché du travail, cette catégorie de la population est davantage représentée au sein des jeunes originaires des QPV (**partie 3**).

ENCADRÉ 1 : SOURCE DES DONNÉES

Les enquêtes Génération du Céreq

Cette étude mobilise les données des enquêtes Génération, menées par le Céreq en 2013 et en 2020 auprès de jeunes sortis de formation initiale, respectivement en 2010 et 2017. Représentatives au niveau national, ces données permettent à la fois de retracer le parcours scolaire de ces jeunes et d'étudier leurs conditions d'insertion au cours des trois premières années qui suivent leur entrée dans la vie active. Les données traitées ici sont issues des bases rendues comparables par la reconstitution d'un champ commun aux deux Génération et par un travail de recomposition de certaines variables. De légères différences peuvent ainsi apparaître entre nos résultats et ceux présentés à partir des données issues des enquêtes non comparables.

Étude auprès des jeunes résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Dans cette étude, le champ a été restreint aux individus dont le lieu de résidence à la fin des études a pu être identifié et à ceux ne résidant pas à l'étranger lors de leur dernière année de formation. Cela a permis de repérer les jeunes résidant dans les QPV, et de les comparer aux personnes habitant en dehors de ces quartiers.

Ce travail a pu être réalisé grâce à des partenariats réussis entre le Céreq et le SG-CIV puis l'ANCT, consistant :

- d'une part, à une opération de géoréférencement permettant d'identifier les adresses de résidence en QPV ;
- et, d'autre part, à la réalisation d'une extension de l'échantillon sur les jeunes résidant dans un QPV à la fin de leurs études, avec le soutien financier du SG-CIV (Génération 2010) et de l'ANCT (Génération 2017).

L'extension d'échantillon de la Génération 2010, interrogée en 2013, portait sur les jeunes résidant en ZUS à la fin des études, zonage de la politique de la ville qui était alors à l'œuvre. Pour pouvoir comparer à zonage équivalent, les adresses de la Génération 2010 ont été à nouveau géocodées pour cette étude mais au niveau des QPV.

Trois types de publics ont été identifiés : 1) les jeunes qui résidaient dans un QPV à la fin de leurs études, 2) ceux et celles demeurant en dehors des QPV, mais dans une unité urbaine¹ possédant au moins un QPV, 3) les jeunes habitant dans une unité urbaine (UU) ne possédant pas de QPV ou hors unité urbaine.

Les données concernant la troisième catégorie identifiée, celle des jeunes résidant dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU, ne sont pas présentées isolément dans les tableaux. Cette catégorie regroupe en effet des jeunes aux situations très disparates (urbains, ruraux...) dont les caractéristiques sont complexes à analyser et peu comparables à celles des jeunes des QPV. Cependant, la colonne « Ensemble » concerne l'ensemble de la population, y compris cette troisième catégorie.

Population d'étude : effectifs par Génération et selon le lieu de résidence (non pondérés)

	QPV	Hors QPV dans une unité urbaine qui possède des QPV	Hors QPV dans une UU qui ne possède pas de QPV ou hors UU	Ensemble*
G2010	2 500	15 700	11 400	29 600
G2017	3 200	11 600	6 400	21 200
Total	5 700	27 300	17 800	50 800

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : ensemble de la population, *y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU.

Le dispositif Génération du Céreq relève de la statistique publique.

Pour en savoir plus : <https://www.cereq.fr/enquetes-et-donnees/enquetes-sur-linsertion-professionnelle-des-jeunes-generation>

1. Une unité urbaine est composée d'une commune ou d'un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu qui compte au moins 2 000 habitants.

ENCADRÉ 2 : GÉNÉRATION 207 - CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES JEUNES RÉSIDANT DANS UN QPV

Les jeunes résidant en QPV, majoritairement d'origine sociale défavorisée et plus souvent immigrés ou issus de l'immigration

Les jeunes résidant dans un QPV au moment de leur sortie du système éducatif représentent près de 10 % de la Génération 2017, un pourcentage stable par rapport à 2010. Leur profil sociodémographique évolue sur deux dimensions : la part de femmes (plus importante dans la Génération 2017) et celle des descendants d'immigrés, qui diminue (Tableau 1).

L'âge moyen des jeunes originaires des QPV au moment de leur sortie du système scolaire est de 21 ans, soit un an de moins que leurs voisins. Ils présentent un profil spécifique

au regard de leurs origines sociales et géographiques. Ils sont plus souvent d'origine défavorisée : quelle que soit la Génération, plus de six sur dix sont issus de ménages à dominante ouvrière ou inactive contre trois sur dix pour les autres jeunes urbains. À l'inverse, les jeunes issus d'un ménage à dominante favorisée sont rares dans les QPV (5 % dans la Génération 2017, vs 18 % pour leurs voisins). Ils sont donc plus souvent bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux (48 % contre 30 % dans la Génération 2017). De même, ils sont plus nombreux à avoir leurs deux parents nés à l'étranger ou à être immigrés, la part des premiers diminuant de manière assez marquée entre les deux Générations.

Tableau 1

Caractéristiques des jeunes selon leur lieu de résidence (% en colonne)

	QPV		Hors QPV dans une unité urbaine qui possède des QPV		Ensemble*	
	G2010	G2017	G2010	G2017	G2010	G2017
Part dans la Génération	9	10	51	58	100	100
Part de femmes	47	52	51	50	49	50
Âge moyen à la sortie du système éducatif (en année)	21	21	22	22	21	21
Avoir au moins un enfant	13	15	11	10	11	10
Origine sociale **						
Favorisée	3	5	16	18	11	14
Intermédiaire	32	31	50	47	49	45
Défavorisée	63	60	33	32	39	38
Non codée	2	4	1	3	1	3
Origine migratoire						
Deux parents indigènes	50	52	78	79	81	80
Descendant d'immigrés	36	29	15	13	13	13
Immigrée	14	17	6	7	5	6
Non codée	0	2	1	1	1	1
Redoublement avant entrée en 6e	24	23	15	11	17	14

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : ensemble de la population, *y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU.

** L'origine sociale a été construite à partir d'un ensemble d'informations combinant la situation professionnelle des parents et leur catégorie socioprofessionnelle. Trois groupes peuvent ainsi être distingués : 1) les jeunes d'origine favorisée, regroupant les ménages à dominante cadre ; 2) ceux d'origine intermédiaire rassemblant les ménages à dominante intermédiaire, employé et indépendant 3) et les jeunes d'origine défavorisée incluant les ménages à dominante ouvrière, les ménages monoactifs d'un employé ou d'un ouvrier et les ménages à dominante inactive ou sans conjoint ou inconnue. Une quatrième catégorie, celle des jeunes à l'origine « non-codée », représente le groupe d'individus pour lesquels les informations sur la situation professionnelle et la PCS des parents n'ont pas été renseignées.

PARTIE 1

Les jeunes des QPV restent moins diplômés que leurs voisins, mais les écarts se réduisent

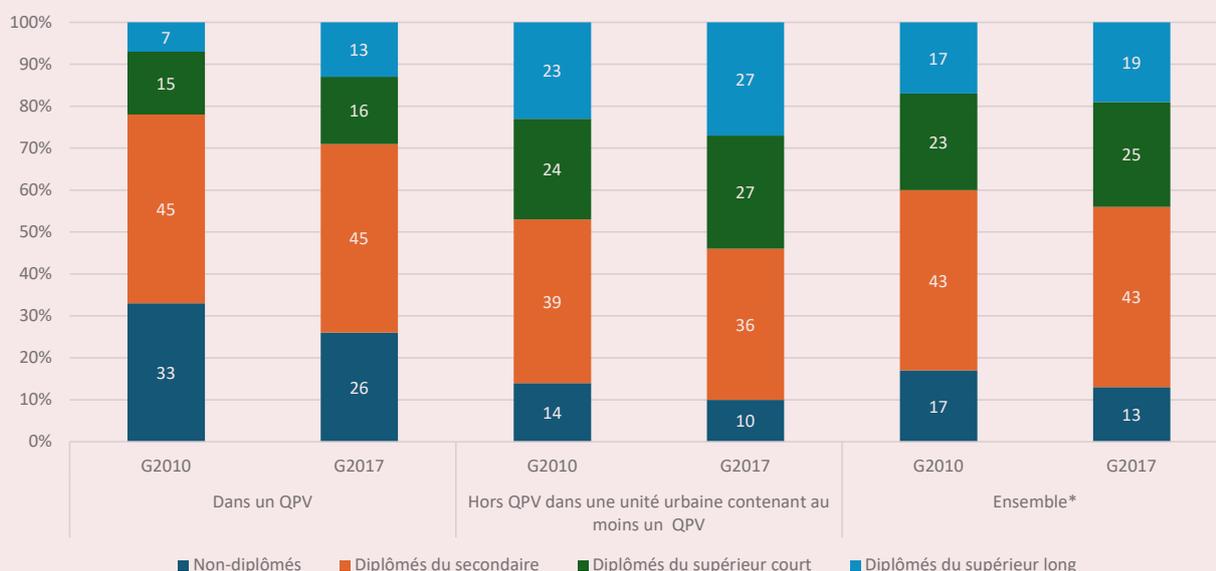
Plus d'un quart des jeunes de QPV sortent du système éducatif sans diplôme, soit deux fois plus que l'ensemble de la cohorte

Les jeunes résidant en QPV à la fin des études sortent plus fréquemment du système éducatif sans aucun diplôme. C'est le cas de 26 % d'entre

eux, soit deux fois plus que parmi l'ensemble des sortants de formation en 2017 (Graphique 1). Cette part diminue par rapport à la Génération 2010, mais dans une proportion relativement plus faible que pour les autres jeunes urbains (-21 % entre les cohortes 2010 et 2017 en QPV contre -29 %)².

Graphique 1

Plus haut niveau de diplôme selon le lieu de résidence (%)



Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : ensemble de la population, *y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU

2. L'évolution a été calculée en rapportant l'écart entre les pourcentages d'une Génération à l'autre au pourcentage de 2010.

Malgré une politique générale de baisse des redoublements, 23 % des jeunes de QPV ont redoublé avant l'entrée en 6^e

Signe de difficultés scolaires, les redoublements, notamment en début de parcours, peuvent favoriser un décrochage ultérieur des jeunes ou freiner leur ambition de poursuite d'études post-secondaire. Ces retards scolaires, plus fréquents chez les jeunes de QPV, expliqueraient ainsi en partie leur faible capital scolaire à l'issue des études. En effet, on observe que les redoublements avant d'entrer en 6^e concernent 23 % des jeunes des QPV dans la Génération 2017, contre 11 % de leurs voisins urbains. La pratique du redoublement a, historiquement, considérablement diminué : alors qu'en 1960, plus d'un élève sur deux quittait l'école primaire avec au moins un an de retard, ils n'étaient plus que 14 % en 2013 (Mattenet et Sorbe, 2014). Pourtant, la part de redoublants dans les QPV ne diminue (presque) pas entre les deux Générations, alors qu'elle perd 4 points parmi leurs voisins (cf. Tableau 1).

Les trois-quarts des jeunes de QPV sortis de l'enseignement secondaire s'étaient engagés dans la voie professionnelle à l'issue de la troisième

Les jeunes originaires des QPV sortis de l'enseignement secondaire s'orientent majoritairement dans la voie professionnelle à l'issue d'une classe de troisième : c'est le cas pour 75 % d'entre eux (28 % en CAP et 47 % en bac pro) contre près de 65 % pour leurs voisins sortants de la Génération 2017 (Tableau 2). Conséquence de la réforme du baccalauréat professionnel en 2009, permettant l'obtention du titre de bachelier en trois ans à partir de la classe de troisième (Bernard et Troger, 2013), ces jeunes s'orientent désormais plus fréquemment vers une seconde professionnelle (1^{ère} année de bac professionnel) (+39 points par rapport à la Génération 2010) que vers une première année de BEP ou de CAP (-38 points). Cette tendance s'observe également chez les autres jeunes urbains de la Génération 2017. Cependant, ces derniers s'engagent toujours davantage vers la voie générale ou technologique à l'issue de la troisième, et ce plus encore que leurs prédécesseurs (+ 3 points).

Tableau 2
Classe suivie après la troisième selon le lieu de résidence (%)

	QPV		Hors QPV dans une unité urbaine qui possède des QPV		Ensemble*	
	G2010	G2017	G2010	G2017	G2010	G2017
Une seconde générale ou technologique	22	22	30	33	27	30
Une 1 ^{ère} année de BEP ou de CAP	66	28	62	24	65	26
Une 1 ^{ère} année de bac professionnel	8	47	6	41	5	42
N'a pas suivi de classe après la 3 ^e (ou à l'étranger)	1	2	1	2	1	1
Autre	3	1	2	1	2	1

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : ensemble des sortants du secondaire* y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU

45 % des jeunes de QPV sont sortis de formation initiale avec au mieux un diplôme du secondaire (CAP-BEP ou baccalauréat), contre 36 % pour leurs voisins

Les jeunes de QPV quittent plus souvent que leurs voisins urbains le système éducatif en étant au mieux titulaire d'un diplôme du secondaire : 45 % des jeunes de QPV la Génération 2017 ont pour plus haut diplôme un CAP-BEP, un baccalauréat ou tout autre diplôme de niveau équivalent contre 36 % pour leurs voisins (Tableau 3). Ils sont plus souvent détenteurs d'un diplôme

professionnel (30 % contre 21 % pour les autres jeunes urbains). La part de détenteurs du bac général comme plus haut diplôme progresse de 2 points parmi les jeunes des QPV entre les deux Générations.

Parmi les jeunes de QPV de la Génération 2017, 13 % possèdent un CAP, BEP ou diplôme de niveau équivalent comme plus haut diplôme, contre 7 % des autres jeunes urbains. Cette part est en diminution par rapport aux sortants de 2010, au profit des bacheliers professionnels et généraux.

Un accès à l'enseignement supérieur en hausse pour les jeunes de QPV, notamment en master

A la sortie du système éducatif, 29 % des jeunes de QPV de la Génération 2017 sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Pour 16 % d'entre eux, il s'agit d'un diplôme du supérieur court (de niveau bac+4 au plus **Tableau 3**). Même s'ils restent minoritaires (13 % de la cohorte contre 27 % pour leurs voisins urbains), les jeunes de QPV diplômés de l'enseignement supérieur long (au moins bac + 5) sont de plus en plus nombreux ; leur part progresse et cela de façon plus notable que chez leurs voisins (+ 50 % contre + 17 %). La hausse est principalement portée par celle des diplômés de master, qui représentent 9 % des jeunes des QPV en 2017. Si l'accès aux filières sélectives (écoles de commerce et d'ingénieurs) progresse chez

les jeunes issus des QPV, elle est insuffisante (+2 points) pour rattraper le retard qu'ils accusent par rapport à leurs voisins. En 2017, les premiers sont deux fois moins nombreux que les seconds à détenir à un diplôme d'école d'ingénieur ou de commerce comme plus haut diplôme (7 % vs 3 %). De fait, les jeunes originaires des QPV et titulaires d'un bac général avec mention candidatent moins souvent que les autres en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), filière post-bac d'excellence permettant d'accéder aux écoles de commerce et d'ingénieurs. Pour autant, une fois l'impact propre des caractéristiques individuelles et scolaires des élèves pris en compte, les lycéens des QPV postulent autant à des CPGE que les autres (Boulet et al., 2019). L'« effet quartier » ne s'observerait donc pas sur cette dimension.

Tableau 3
Plus haut niveau de diplôme selon le lieu de résidence (%)

	QPV		Hors QPV dans une unité urbaine qui possède des QPV		Ensemble*	
	G2010	G2017	G2010	G2017	G2010	G2017
Non-diplômés	33	26	14	10	17	13
Secondaire	45	45	39	36	43	43
dont CAP-BEP-MC et autres diplômes de niveau 3	17	13	12	7	14	10
dont bac pro - BT - BP - MC et autres diplômes de niveau 4	15	17	12	14	14	18
dont bac technologique	7	7	5	5	6	6
dont bac général	6	8	10	10	9	9
Supérieur court	15	16	24	27	23	25
dont Bac +2 hors santé social	7	8	10	11	11	11
dont écoles de santé sociale (Bac +2 à bac+4)	2	1	5	4	4	3
dont Licence pro	2	2	3	5	3	5
dont autre bac+3/+4	4	5	6	7	5	6
Supérieur long	7	13	23	27	17	19
dont bac+5 - hors écoles	5	9	13	17	9	12
dont écoles de commerce et d'ingénieur	1	3	6	7	5	5
dont doctorat	1	1	4	3	3	2
Total	100	100	100	100	100	100

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : ensemble de la population, *y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU

Pour les jeunes des QPV, des études plus souvent écourtées sous le poids de différentes contraintes

Parmi les motifs d'arrêt des études, les jeunes sortants évoquent principalement le fait d'avoir trouvé un emploi, quel que soit le lieu de résidence (Tableau 4). Les jeunes issus de QPV indiquent moins fréquemment avoir arrêté leurs études « parce qu'ils avaient atteint le niveau de formation souhaité ». En revanche, ils sont plus nombreux à avoir arrêté pour des raisons financières, parce qu'ils ont été refusés dans une formation ou encore parce que la formation souhaitée n'existait pas à proximité. Ceci s'observe aussi bien parmi les sortants de la Génération 2017 que parmi ceux de la Génération précédente, et reflète une partie des obstacles auxquels sont confrontés les jeunes issus de QPV et qui limitent leur possibilité de poursuivre des études.

Entre les deux Génération observées, les jeunes des QPV s'inscrivent comme leurs voisins et la cohorte dans son ensemble, dans une évolution marquée par une hausse moyenne du niveau de diplôme atteint, se traduisant par une baisse de la part de non-diplômés et une augmentation de celle des diplômés du supérieur. Ils connaissent néanmoins une hausse remarquable des diplômés du supérieur long, portée par les diplômés de master. Pour autant, ils restent en moyenne moins dotés que les autres en termes de bagage scolaire au moment de quitter la formation initiale pour la vie active. Moins nombreux à poursuivre des études dans l'enseignement supérieur, ils entrent sur le marché du travail en étant pour la plupart au mieux détenteurs d'un titre scolaire de l'enseignement secondaire, et seront en concurrence pour des emplois (stables et bien rémunérés) avec leurs voisins, majoritairement plus diplômés.

Tableau 4
Motifs d'interruption des études (%)

	QPV		Hors QPV dans une unité urbaine qui possède des QPV		Ensemble*	
	G2010	G2017	G2010	G2017	G2010	G2017
Parce que vous étiez lassé de faire des études	45	47	38	45	41	47
Pour des raisons financières	26	24	23	19	23	19
Parce que vous souhaitiez entrer dans la vie active ou parce que vous aviez trouvé un emploi	70	70	76	78	76	77
Parce que vous aviez atteint le niveau de formation que vous souhaitiez	32	47	50	64	48	61
Parce que vous avez été refusé dans une formation	13	13	7	9	8	9
Parce que la formation souhaitée n'existait pas à proximité	11	12	7	6	8	8
Pour une autre raison	33	51	24	35	25	38

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : ensemble de la population, * y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU

Une évolution de la situation sur le marché du travail en demi-teinte

Au cours de la décennie 2010, l'accès relatif des jeunes des QPV au marché du travail ne s'améliore pas, mais leurs emplois gagnent en stabilité. Globalement, les indicateurs d'insertion suivent une évolution qui s'écarte peu de celle des jeunes dans leur ensemble et de celle de leurs voisins. La période est marquée, pour toutes et tous, par une relative stabilité des trajectoires d'accès à l'emploi mais également par deux phénomènes : la hausse de la part des emplois en CDI et le recul de la participation au marché du travail. Cette dernière tendance est en partie conjoncturelle, car potentiellement liée aux effets de la crise affectant la fin de la période d'observation. Elle peut être également le reflet de modifications plus structurelles dans

le contenu des premières années sur le marché du travail, la proportion de trajectoires marquées par un retrait du marché du travail ayant doublé sur la période.

Les jeunes non diplômés représentent le quart de la population des jeunes résidant en QPV au moment de leur sortie de formation initiale. Ils connaissent des débuts dans la vie active très éloignés de l'emploi, plus encore que leurs homologues urbains non issus de ces quartiers, et ce quelle que soit la Génération observée. Parmi eux, une catégorie de jeunes se démarque par des conditions d'insertion encore plus défavorables, celle des non-diplômés sortis du système scolaire sans être allés jusqu'à l'année terminale de leur formation³.

ENCADRÉ 2 : ANALYSE COMPARATIVE - CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET CRISE SANITAIRE DE 2020

La comparaison des situations sur le marché du travail entre les deux Générations doit se faire au regard de la conjoncture économique de chaque période. Pour mémoire, les jeunes de la Génération 2010 avaient subi les effets de la crise financière de 2008 et ses conséquences économiques. Leur taux de chômage avait atteint 22 % en 2013, soit le niveau le plus haut observé dans les enquêtes d'insertion du Céreq (Barret, Ryk & Volle, 2014). Avec des taux de chômage qui s'établissaient respectivement à 48 % et 25 %, les non-diplômés et les diplômés du secondaire étaient les plus impactés, alors que les diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur étaient plutôt épargnés par la crise. Pour autant, les conditions d'emploi étaient préservées.

La Génération 2017 s'engage sur le marché du travail dans une période de meilleure conjoncture économique, de création d'emplois et de baisse du taux de chômage, y compris pour les moins de 25 ans⁴. Elle va néanmoins être confrontée à la crise sanitaire et économique du Covid-19, qui a entraîné en 2020 une chute de la croissance et des pertes d'emploi. Les jeunes sont particulièrement touchés,

leur taux de chômage augmente de 1,6 points entre le premier et le deuxième trimestre 2020, alors qu'il diminue (-0,8 points) pour les personnes de 25 à 49 ans (Gouyon, 2022). La dégradation sera néanmoins atténuée par les politiques de soutien mises en place par les pouvoirs publics et l'emploi repartira à la hausse dès le 3e trimestre de la même année.

La période de référence retenue dans le cadre de ce travail en comparaison⁵, le mois de juin, est spécifique. En effet, le mois de juin 2020 est celui de la sortie du confinement, période qui s'est soldée, entre février et mai 2020, par une baisse de 2,8 points de la part des jeunes de la Génération 2017 en emploi (Couppié, Gaubert & Personnaz, 2022). Les jeunes les plus pénalisés vont être les moins diplômés (baisse de 3,6 points de la part d'emploi contre -1,8 point pour les diplômés de bac+5 et plus). Si une grande partie de l'emploi perdu sera rapidement récupéré, à la faveur de la relance des activités saisonnières telles que le commerce, le tourisme et l'hôtellerie restauration, il n'en reste pas moins que la situation du mois de juin porte les traces du confinement.

3. Année terminale du cycle préparatoire au diplôme de niveau 3 (cursus du CAP-BEP) ou 4 (cursus du baccalauréat).

4. Cf. données Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2532173#tableau-figure1>

5. Le mois de juin a été pris comme mois de référence pour permettre la comparabilité avec les enquêtes Générations précédentes.

Stabilité globale des trajectoires d'insertion : les jeunes originaires des QPV restent dans une position défavorable

En dépit de l'amélioration de la conjoncture économique, les jeunes de la Génération 2017 connaissent des débuts de vie active très proches de ceux de leurs prédécesseurs : environ les deux tiers ont connu des trajectoires d'accès à l'emploi, le dernier tiers se partageant entre un maintien hors de l'emploi et des parcours heurtés ou encore en suspens, comportant des accès tardifs à l'emploi ou une alternance d'entrées et de sorties du marché du travail, débouchant parfois sur des retours en formation (cf. encadré pour la présentation de la typologie et (Graphique 2)).

Les écarts entre les trajectoires des jeunes des QPV et celle de leurs voisins, conséquents, se maintiennent peu ou prou à l'identique. Les premiers sont presque deux fois plus nombreux à connaître des trajectoires hors du marché du travail que les seconds.

Une analyse plus fine de ces trajectoires témoigne néanmoins d'un léger changement du visage de la période d'insertion (Graphique 2). Les trajectoires qui voient se succéder les EDD sont en diminution (-3 points quel que soit le lieu de résidence) alors que celles marquées par un accès plus ou moins rapide à un EDI deviennent légèrement plus fréquentes (+ 3 points). La diminution de la part des trajectoires de chômage persistant et récurrent est importante pour les jeunes issus des QPV (-5 points versus -2 points pour leurs voisins), alors qu'augmentent les parcours durables hors du marché du travail. Cette hausse témoigne sans doute d'un double phénomène : une auto-éviction des plus fragiles et un développement de situations intermédiaires, comme en témoigne l'apparition du service civique par exemple dans les trajectoires (cf. encadré infra).

Typologie de trajectoires d'insertion professionnelle comparable entre les Générations 2010 et 2017

Un calendrier mensuel retrace au fil des mois les situations des individus au cours des trois premières années qui ont suivi leur entrée dans la vie active. Une typologie de trajectoire comparable entre les Générations 2010 et 2017 a été établie à partir de méthodes statistiques de classification (ACM + CAH) regroupant les individus selon la proximité de leurs situations au fil du temps (Mazari & Robert, 2023).

9 trajectoires pour refléter la diversité des parcours en début de vie active, regroupées en 3 ensembles⁶

TRAJECTOIRES D'ACCES A L'EMPLOI

1. Accès rapide et durable à l'EDI

2. Accès différé à l'EDI

Ces deux trajectoires se caractérisent par une présence continue dans un EDI, après une première année sur le marché du travail dans le second cas.

3. Accès rapide et récurrent à l'EDD

La trajectoire est composée pour l'essentiel d'une ou plusieurs occurrences d'EDD

TRAJECTOIRES « EN SUSPENS »

4. Accès tardif à l'activité

Cette trajectoire identifie les arrivées sur le marché du travail après une année hors emploi, formation ou recherche d'emploi

5. Entrée-sortie du marché du travail

Trajectoires marquées par des allers-retours entre l'emploi, l'inactivité et le chômage.

6. Sortie du marché du travail

Après des périodes d'emploi ou de chômage, basculent hors du marché du travail

9. Parcours marqué par un retour en formation

TRAJECTOIRES HORS MARCHE DU TRAVAIL

7. Chômage persistant ou récurrent

Le temps passé l'est majoritairement en recherche d'emploi. Chômage de longue durée ou entrecoupé

8. Parcours durable hors du marché du travail

Parcours marqué par l'absence d'emploi, de chômage ou de formation

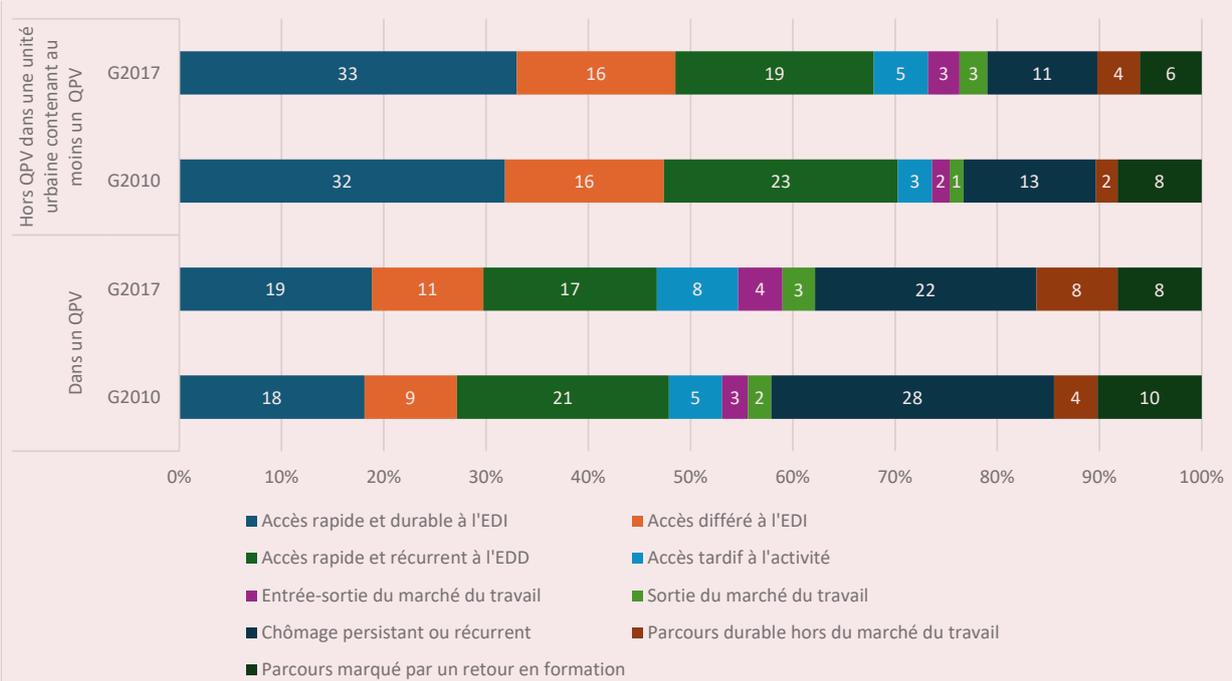
EDI : emploi à durée indéterminée (non salarié, CDI ou fonctionnaire)
EDD : emploi à durée déterminée (CDD classique, intérim, contrat aidé)

⁶ Une description détaillée de chacun de ces parcours est disponible dans la dernière édition de l'ouvrage *Quand l'école est finie* du Céreq (Le Bayon et al., 2022, p.32-34).

Par ailleurs, si les parcours marqués par les retours en formation diminuent d'une cohorte à l'autre, ils restent plus fréquents pour les jeunes des QPV (8 % dans la Génération 2017 pour 6 % de leurs voisins). Les jeunes non-diplômés restent les plus concernés par ce type de trajectoire, dont la part se réduit pour eux également. Ces différences tiennent pour une grande partie à la structure des niveaux de diplôme détenus par les deux populations. Mais, comme déjà

évoqué, d'autres facteurs entrent en jeu. Si l'enquête ne permet pas de mesurer la discrimination effective à laquelle sont confrontés les jeunes des QPV, elle nous apprend que son sentiment est plus vif chez ces derniers. Au sein de la Génération 2017, 20 % d'entre eux déclarent avoir été victime, au moins une fois, d'une discrimination à l'embauche ou dans l'emploi au cours de leurs trois premières années de vie active, pour 15 % de leurs voisins.

Graphique 2
Evolution des trajectoires au cours des trois premières années de vie active (%)



Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans
 Champ : ensemble de la population résidant en QPV et hors QPV dans une UU contenant au moins un QPV lors de la sortie du système scolaire

La situation après 3 ans sur le marché du travail (juin 2013 et juin 2020)

La photographie de la situation au mois de juin, à l'issue de ces trois premières années du marché du travail est cohérente avec cette analyse longitudinale, tout en portant la marque de la crise sanitaire (cf. encadré). La part de jeunes en emploi, quel que soit le lieu de résidence, est remarquablement stable entre les deux Générations. L'amélioration conjoncturelle des débuts de la période d'insertion de la Génération 2017 a en effet été brutalement mise à mal, empêchant vraisemblablement le taux d'emploi de dépasser celui de la Génération précédente (Tableau 5). La part des jeunes dans une autre situation que l'emploi, le chômage ou la reprise d'études a doublé entre les deux Générations, passant de 4 % à 8 % pour l'ensemble de la cohorte et de 7 % à 13 %

pour les jeunes des QPV. Sont regroupées dans cette catégorie un ensemble de situations très disparates, qui témoignent d'un éloignement plus ou moins marqué du marché du travail (Cf. encadré). La part de jeunes au chômage diminue, dans des proportions plus réduites. A la sortie immédiate du confinement, la période est en effet peu propice à la recherche d'emploi, mais cette évolution reflète aussi des tendances plus structurelles car observées avant cette date. Enfin, la part de jeunes en reprise d'études diminue, là aussi sans distinction du lieu de résidence.

L'évolution entre la Génération 2010 et la Génération 2017 semble ainsi homogène entre les jeunes des QPV, leurs voisins et l'ensemble de la population. De ce fait les écarts se maintiennent, près de 20 points séparant la part de jeunes en emploi par exemple.

Tableau 5

Situation sur le marché du travail en juin, 3 ans après la sortie des études (%)

	QPV		Hors QPV dans une unité urbaine contenant au moins un QPV		Ensemble*	
	G2010	G2017	G2010	G2017	G2010	G2017
Emploi	53	53	72	72	69	69
Chômage	33	29	18	17	21	18
Autre situation (Inactivité, service civique, etc.)	7	13	4	8	4	8
Formation/Reprise d'études	7	5	6	4	6	4
Total	100	100	100	100	100	100

Source : interrogation à trois ans des enquêtes Génération 2010 et Génération 2017, bases comparables

Champ : ensemble de la population, * y compris jeunes résidents dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU

ENCADRÉ 3 : LES JEUNES EN INACTIVITÉ : HALO DU CHÔMAGE OU INACTIVITÉ « CHOISIE » ?

La catégorie « Inactivité ou autre situation » regroupe un ensemble de situations très hétérogènes, de l'année sabbatique aux périodes de création d'entreprise, en passant par la non-activité pour raison de santé ou le service civique, ou encore les stages suivis dans le cadre de la Garantie jeunes. Si certains parmi les jeunes concernés sont en effet inactifs, d'autres peuvent être considérés comme appartenant au halo du chômage⁷, situés dans une « zone grise », qui souhaiteraient travailler mais en sont temporairement empêchés.

S'il est difficile de distinguer rigoureusement ces deux populations, l'enquête Génération fournit néanmoins

des informations qui éclairent la variété des situations. Cependant, l'information n'est disponible que pour Génération 2017, ce qui ne permet pas d'en observer l'évolution.

Les jeunes des QPV présentent la particularité d'être plus fréquemment sans activité pour raison de parentalité (25 % versus 15 % pour leurs voisins) et moins souvent dans une phase de création d'entreprise (5 % versus 10 %). Les autres motifs d'inactivité distinguent peu, voire pas, les deux populations. La catégorie « Autre » est trop hétérogène pour pouvoir tirer des conclusions quant à sa sous-représentation parmi les jeunes des QPV.

Autres activités déclarées à la date de référence (juin 2020 - %)

	QPV	Hors QPV dans une unité urbaine contenant au moins un QPV	Ensemble*
En vacances, voyage ou année sabbatique	13	11	12
Sans activité pour raison de santé	14	14	15
Sans activité pour raison de parentalité	25	15	16
En création d'entreprise	5	10	9
En service civique	5	6	6
En attente de commencer une activité	16	15	15
Autre**	23	29	11
Total	100	100	100

Source : enquête Génération 2017 à trois ans, base comparable

Champ : ensemble de la population, *y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU

** La catégorie « Autre » regroupe un ensemble très hétérogène de situations (stages, Garantie jeunes, bénévolat, au pair, VIE...)

7. Selon la définition de l'Insee, le halo autour du chômage est composé de personnes sans emploi qui, soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines pour travailler, soit n'ont pas effectué de démarche active de recherche d'emploi dans le mois précédent mais souhaitent travailler, qu'elles soient disponibles ou non. Le halo regroupe donc les personnes inactives au sens du BIT (ni en emploi, ni au chômage), mais proches du marché du travail.

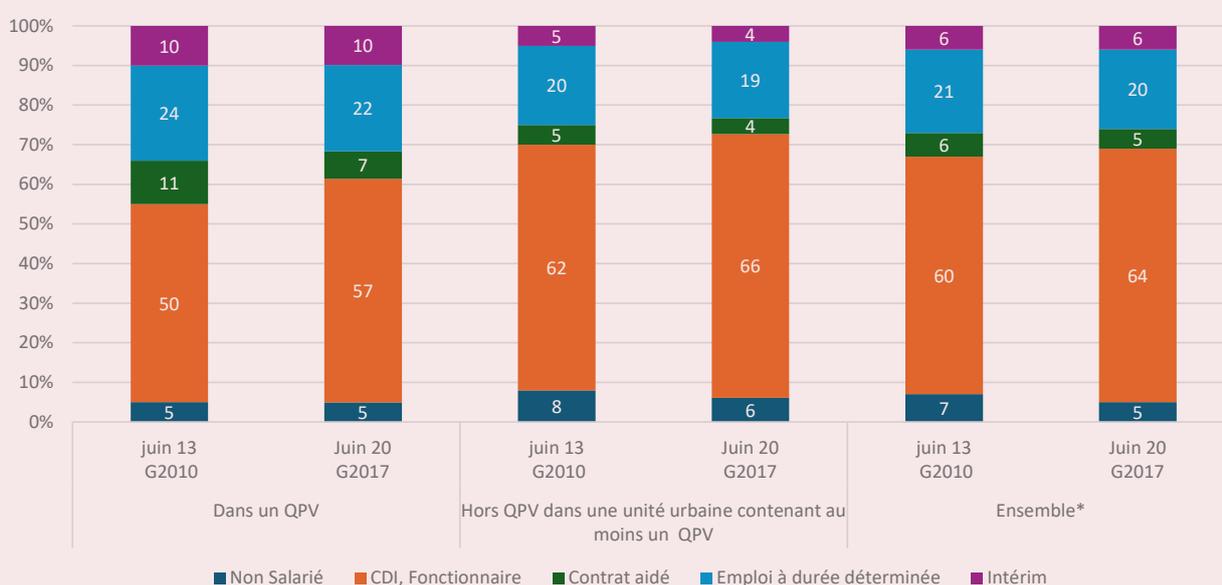
Les conditions de l'emploi après 3 ans sur le marché du travail : vers plus de stabilité, notamment pour les jeunes issus de QPV ?

Pour les jeunes en emploi, l'évolution la plus sensible entre les deux Générations concerne l'augmentation de la part des jeunes en CDI ou fonctionnaires, qui passe de 60 % à 64 % de l'ensemble de la population (Graphique 3). Les jeunes des QPV bénéficient de cette augmentation, dans des proportions encore plus importantes, et sont 57 % à occuper un emploi stable en juin 2020. Pour autant, avec un déficit de

9 points, l'écart avec leurs voisins reste conséquent. Si la part des CDD est globalement stable et proche quel que soit le lieu de résidence, celle des contrats aidés⁸ diminue sensiblement pour les jeunes des QPV (- 4 points versus -1 point pour l'ensemble de la cohorte). Ce type de contrat, à l'exception notable de l'apprentissage, tend en effet à disparaître progressivement de l'arsenal de soutien des pouvoirs publics. Les jeunes des QPV sont enfin les plus nombreux à être en contrat d'intérim (10 %), une proportion stable sur la période.

Graphique 3

Type de contrat à la date de référence, juin +3 (%)



Source : interrogation à trois ans des enquêtes Génération 2010 et Génération 2017, bases comparables

Champ : ensemble de la population en emploi en juin n+3. Ensemble* : y compris jeunes résidants dans une UU ne contenant pas de QPV ou hors UU

8. Sont concernés : les contrats d'apprentissage ou de professionnalisation, les contrats uniques d'insertion (CUI), les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), les contrats parcours emploi compétences (PEC) ou les contrats d'avenir (CA). Les données pour la Génération 2017 sont antérieures au « boom » de l'apprentissage observé à la suite de la mise en œuvre de la loi de 2018 et du plan « 1 jeune 1 solution ».

Pour quels emplois, dans quels secteurs ?

Les PCS des emplois occupés par les jeunes de la cohorte après trois ans de vie active sont elles aussi très stables. C'est aussi le cas des emplois occupés par les jeunes des QPV à une exception près, celle de la hausse de la part des cadres (Tableau 6). Ce résultat est à mettre en regard de l'augmentation de la part des diplômés du supérieur long, plus marquée chez les jeunes des QPV que sur l'ensemble de la population.

Les cinq premiers secteurs employeurs après trois ans de vie active, qui regroupent plus de la moitié de la population, sont identiques quelle que soit l'origine des jeunes (Tableau 7). Seul leur ordre d'importance diffère légèrement : le secteur du commerce et de la réparation automobile emploie légèrement moins de jeunes hors QPV, eux-mêmes davantage présents dans les entreprises relevant des activités scientifiques et techniques (secteur où les premières

embauches concernent majoritairement des jeunes diplômés au minimum de niveau bac+5 et en forte croissance entre les deux Générations). Viennent ensuite l'hébergement-restauration, secteur d'embauche traditionnel de jeunes en début de vie active, puis le transport/entreposage et la construction, dans lesquels les jeunes des QPV sont davantage représentés que leurs voisins.

Alors que le diplôme se révèle de plus en plus déterminant dans l'accès à emploi, en être dépourvu à l'issue des études peut constituer un véritable frein à l'insertion des jeunes débutants. Cette pénalité pourrait être plus importante pour les non-diplômés originaires des QPV si l'on tient compte des potentiels effets territoriaux. La section suivante propose ainsi d'analyser les conditions d'insertion de cette population, selon le moment de sortie du cycle préparant à l'obtention du diplôme.

Tableau 6
Evolution des PCS des jeunes en emploi en juin +3 (%)

	QPV		Hors QPV dans une unité urbaine qui possède des QPV		Ensemble*	
	G2010	G2017	G2010	G2017	G2010	G2017
Agriculteur/Indépendant	2	2	2	2	3	2
Cadre	11	15	26	27	19	20
Profession intermédiaire	28	27	32	31	30	29
Employé	36	34	26	27	28	30
Ouvrier	23	22	14	13	20	19
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Interrogation à trois ans des enquêtes Génération 2010 et Génération 2017, bases comparables.

Champ : ensemble de la population en emploi en juin n+3, hors PCS non codées

Tableau 7
Principaux secteurs d'emploi en juin n+3 (%)

	Dans un QPV		UU hors QPV	
	G2010	G2017	G2010	G2017
Commerce / réparation automobile	16	15	14	13
Santé humaine et action sociale	14	10	16	12
Industrie manufacturière, extractives et autres	13	9	11	10
Administration publique	10	8	10	8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4	8	8	13
Hébergement et restauration	7	7	6	6
Transport et entreposage	6	7	3	4
Construction	5	7	5	4

Source : Interrogation à trois ans des enquêtes Génération 2010 et Génération 2017, bases comparables

Champ : jeunes en emploi en juin 2020. (Secteurs classés par ordre d'importance décroissant parmi la population des QPV en 2017)

Zoom sur les jeunes non-diplômés

Bien que leur proportion diminue, les sortants non-diplômés occupent toujours une place non-négligeable au sein de la cohorte. Pour rappel, en 2017, ils représentent plus d'un quart de la population originaire des QPV (26 %), pour 10 % de celle des autres jeunes urbains (Tableau 3). Indépendamment de leur lieu de résidence, les non-diplômés ne constituent pas une population homogène. Parmi ces derniers figurent les jeunes sortis du système scolaire sans être allés jusqu'à l'année terminale de leur cursus (considérés comme « en sortie précoce »). Ils sont plus nombreux parmi les non-diplômés des QPV (71 % vs 65 % de leurs voisins) (Tableau 9). Leurs débuts dans la vie active sont les plus difficiles et leur situation a tendance à s'aggraver entre les deux Générations.

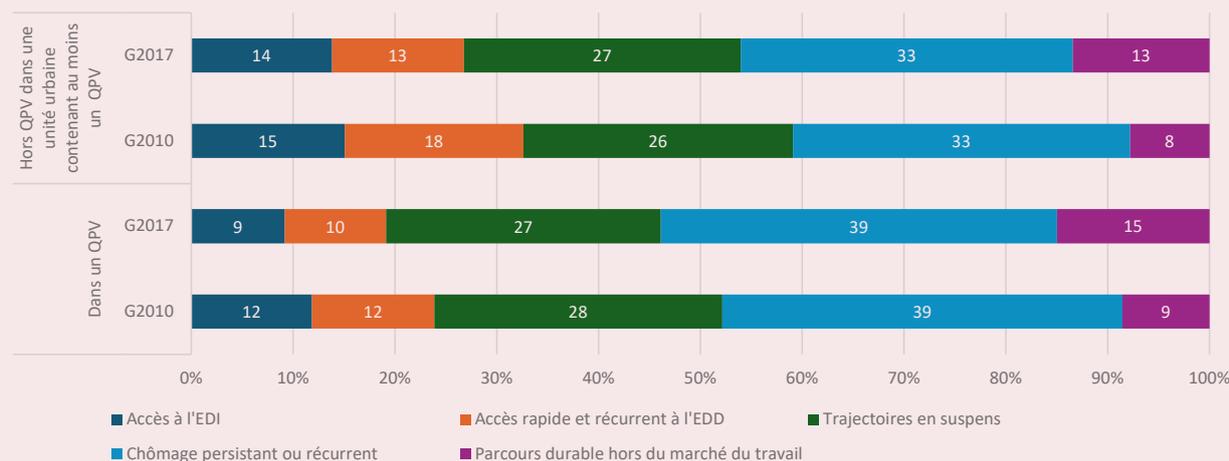
Moins de 20 % des jeunes non-diplômés originaires des QPV connaissent une trajectoire dominée par l'emploi

Les jeunes non-diplômés originaires des QPV ont un accès à l'emploi plus difficile que leurs homologues urbains résidant hors QPV : dans la Génération 2017, 19 % d'entre eux s'inscrivent dans des trajectoires dominées par l'emploi pour

27 % des non-diplômés hors QPV, soit 8 points d'écart selon le lieu de résidence (Graphique 4). L'écart, qui était de 9 points pour les jeunes concernés de la Génération 2010, ne se réduit donc pas. Les jeunes non-diplômés des QPV se démarquent de leurs voisins par une diminution moins marquée de l'accès rapide et récurrent à l'EDD. Ils sont, plus fréquemment que leurs voisins, bénéficiaires de dispositifs d'accompagnement : parmi les non-diplômés de la Génération 2017, 43 % ont signé une Garantie jeunes pour 35 % des autres jeunes urbains non-diplômés. La part de ceux qui vivent des trajectoires en suspens est équivalente entre les deux périodes et quasi identique entre les deux populations, alors que la différence est sensible sur les trajectoires hors de l'emploi. Celles-ci regroupent les trajectoires de chômage persistant et celles où les jeunes se situent hors du marché du travail (en inactivité ou dans une autre situation), et ne recherchent pas d'emploi. La part des premières est stable, contrairement à celle des secondes qui a augmenté de six points pour les jeunes originaires des QPV. In fine, 54 % des jeunes non-diplômés des QPV de la Génération 2017 ont connu des trajectoires dites hors de l'emploi, soit 8 points de plus que leurs voisins.

Graphique 4

Trajectoire d'insertion des non-diplômés (%)



Lecture : parmi les non-diplômés de la Génération 2017 originaires des QPV, 54 % (39% + 15%) ont été dans un parcours hors de l'emploi, contre 46 % (33% + 13%) des autres jeunes urbains (soit 12 points d'écart)

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : jeunes non diplômés

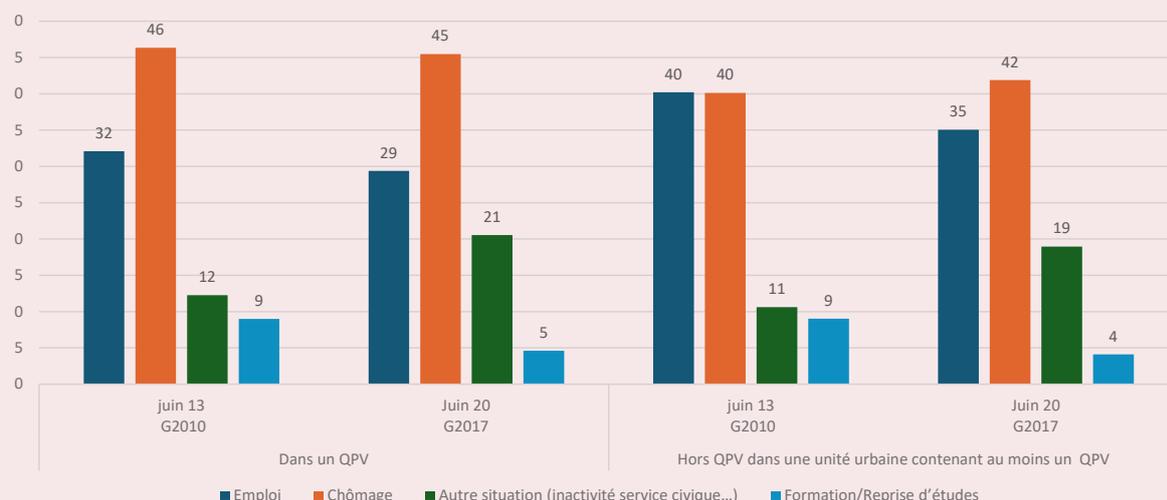
L'écart entre les jeunes des QPV et leurs voisins se retrouve sur les indicateurs d'insertion à 3 ans (cf. Graphique 5) : les premiers sont moins fréquemment en emploi, aux deux périodes considérées (32 % vs 40 % en juin 2013 et 29 % vs 35 % en juin 2020). Entre 2013 et 2020, le fait marquant est, pour l'ensemble des non-diplômés originaires des QPV comme pour leurs voisins urbains, l'augmentation de la part des jeunes qui ne sont ni actifs ni en formation, de près de 10 points de pourcentage.

En revanche, quand ils sont en emploi, les jeunes non-diplômés de QPV sont presque aussi nombreux à être en CDI ou fonctionnaires (Tableau 8). Avec une hausse de 26 %, l'augmentation de la part des CDI, déjà observée pour l'ensemble de la population, est encore plus sensible pour

les non-diplômés, quel que soit leur lieu de résidence. Nettement plus concernés par les contrats aidés dans la Génération 2010 (23 %), la baisse de ceux-ci se répercute davantage sur la population issue des QPV, qui n'apparaît plus comme davantage « aidée » à ce niveau que leurs voisins urbains. Par ailleurs, un trait distingue la population des non-diplômés issus des QPV de leurs voisins : la hausse de la part des CDD (de 21 % à 28 % des jeunes en emploi), qui ne s'observe pour aucune autre population. La part des contrats d'intérim augmente également, mais de manière moins prégnante que chez les autres jeunes citadins. La diminution des emplois aidés ne s'est donc pas traduite par une baisse des taux d'emploi des jeunes non-diplômés des QPV mais par un report sur des statuts d'emploi « ordinaires ».

Graphique 5

Évolution de la situation des non-diplômés entre juin 2013 et juin 2020 (%)



Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans
 Champ : jeunes non diplômés

Tableau 8

Statut de l'emploi occupé par les jeunes non-diplômés après 3 ans de vie active (%)

	Dans un QPV		2-Hors QPV, dans une UU contenant au moins un QPV	
	G2010	G2017	G2010	G2017
Non salarié	6	4	8	6
CDI, Fonctionnaire	34	43	35	44
Contrat aidé	23	8	15	7
Emploi à durée déterminée	21	28	32	22
Intérim	15	18	11	21
Total	100	100	100	100

Source : interrogation à trois ans des enquêtes Génération 2010 et Génération 2017, bases comparables
 Champ : jeunes non-diplômés en emploi en juin n+3

Non-diplômés, résidant en QPV et sortis du système scolaire avant la dernière année de formation : le cumul des préjudices

Une partie croissante des jeunes non-diplômés quitte le système scolaire avant même d'avoir engagé l'année terminale de leur formation. C'était le cas d'environ la moitié d'entre eux pour la Génération 2010, sans que le lieu de résidence influe beaucoup sur cette répartition. Pour la Génération 2017, la part des sorties précoces augmente fortement, et plus encore pour les jeunes des QPV, jusqu'à atteindre 71 % des non-diplômés de ces quartiers (Tableau 9). En dépit de la baisse de la part des non-diplômés dans la population, l'effectif des non-diplômés « décrocheurs précoces », sortis avant leur année terminale, est en augmentation ; or, les

jeunes concernés vont connaître encore plus de difficultés sur le marché du travail que les autres non-diplômés (Joseph, Olaria & Sawadogo, 2023 et infra).

Quel que soit le lieu de résidence ou la cohorte considérée, ceux et celles ayant poursuivi leurs études jusqu'à leur année terminale s'inscrivent plus souvent, une fois entrés dans la vie active, dans une trajectoire dominée par l'emploi que les jeunes ayant décroché de façon précoce. Pour ces derniers les chiffres sont assez édifiants : concernant la Génération 2017, 58 % de sortants précoces issus des quartiers prioritaires auront été sur les trois années qui suivent éloignés de l'emploi, soit 14 points de plus que ceux ayant poursuivi jusqu'à leur dernière année (44 %) (Graphique 6).

Tableau 9

Répartition des sortants non-diplômés selon le moment de leur sortie du système scolaire (%)

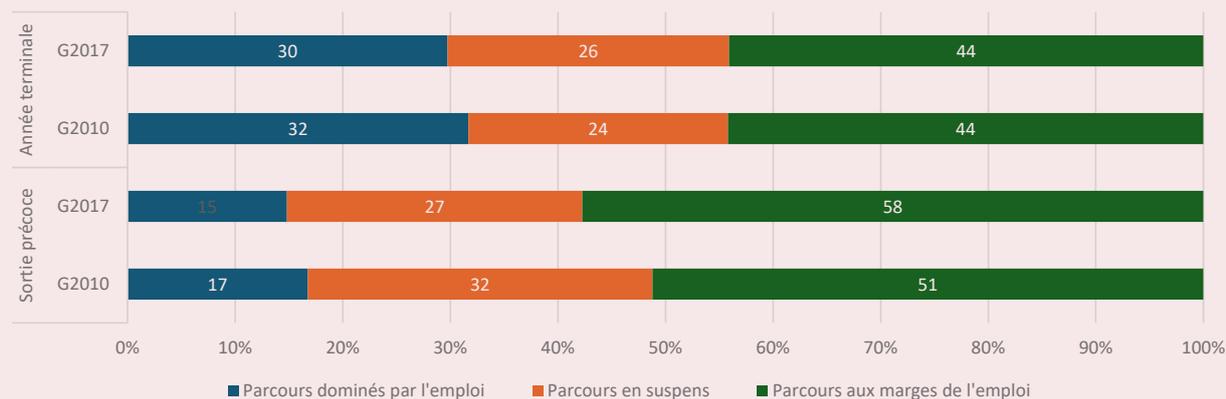
	QPV		Hors QPV, dans une unité urbaine contenant au moins un QPV		Ensemble des non diplômés	
	G2010	G2017	G2010	G2017	G2010	G2017
Sortie précoce	52	71	50	65	50	66
Sortie année terminale	48	29	50	35	50	34

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : jeunes non diplômés

Graphique 6

Trajectoires regroupées des non-diplômés selon le moment de leur sortie du système éducatif (%)



Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : jeunes non-diplômés résidant en QPV à leur sortie du système éducatif

Après trois ans sur le marché du travail, les écarts de situation demeurent sensibles. Les non-diplômés ayant poursuivi jusqu'à l'année terminale de leur cursus sont en effet nettement plus nombreux en emploi que les autres (42 % vs 24 % en juin 2020, [Tableau 10](#)). L'écart entre les deux catégories de non-diplômés se creuse d'une Génération à l'autre ; la part en emploi ayant augmenté de 5 points depuis la Génération 2010 pour les sortants d'année terminale mais baissant de 4 points pour les sortants précoces. La part de ceux dans une autre situation s'est accrue, particulièrement pour ceux en année terminale (multipliée par deux), alors que les reprises d'études se réduisent fortement pour ces jeunes (-7 points).

Ces résultats résonnent avec les récents travaux de Joseph et al., (2023) puis de Couppié et Sawadogo (2023), respectivement sur l'ensemble des sortants de l'enseignement secondaire et les jeunes passés par un cursus de bac professionnel durant leur scolarité. Ceci suggère que le moment du parcours de formation auquel s'opère le décrochage a une incidence sur la qualité de l'insertion professionnelle qui suit et plaiderait en faveur de mesures visant à retarder le plus longtemps possible le décrochage scolaire des jeunes. Cet aspect concerne en particulier des habitants des QPV qui sont à la fois plus nombreux que leurs voisins à être touchés par ce phénomène de décrochage et à être exposés à davantage de difficultés d'insertion, à parcours scolaire donné.

Tableau 10

Situation des jeunes non-diplômés selon le moment de leur sortie du système scolaire (QPV - %)

	G2010			G2017		
	Sortie précoce	Année terminale	Ensemble	Sortie précoce	Année terminale	Ensemble
Emploi	28	37	32	24	42	29
Chômage	47	45	46	48	38	45
Autre situation (Inactivité, service civique, etc...)	16	8	12	22	16	21
Formation/Reprise d'études	8	10	9	5	3	5
Total	100	100	100	100	100	100

Source : enquêtes comparables Génération 2010 et Génération 2017 interrogées à 3 ans

Champ : jeunes non diplômés des QPV

Conclusion

Cette étude met à jour les inégalités scolaires et d'insertion des jeunes au regard du lieu de résidence. Plusieurs enseignements, pour certains déjà fournis par des travaux antérieurs, peuvent être tirés de cette analyse comparative portant sur deux cohortes de jeunes.

Les jeunes résidant au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville à la fin de leurs études présentent des caractéristiques sociales et scolaires très distinctes des autres. Leurs caractéristiques sociodémographiques, plus souvent issus de ménages défavorisés, immigrés ou issus de l'immigration, les prédisposent à de plus grandes difficultés scolaires puis professionnelles au moment de leur insertion. Dans la Génération 2017, près d'un quart de ces jeunes avaient connu un retard scolaire d'au moins un an avant leur entrée au collège, pour près d'un dixième de leurs voisins. Ces proportions diminuent par rapport à la génération précédente, mais moins significativement pour les habitants des QPV qui restent toujours plus nombreux à quitter la formation initiale sans parvenir à obtenir un diplôme.

Parmi les jeunes de QPV, on assiste à une diminution du nombre de non-diplômés, faisant ainsi des sortants de la Génération 2017, une population plus diplômée que la précédente. Par ailleurs la part de diplômés de bac+5 et plus augmente sensiblement et se rapproche de la moyenne nationale. Ils restent néanmoins une minorité à poursuivre des études supérieures, en particulier dans des filières sélectives comme les écoles de commerce et d'ingénieur. Dans l'ensemble, les jeunes de QPV quittent plus souvent la formation initiale avec au plus un diplôme du secondaire, diplôme par ailleurs plus fréquemment à visée professionnelle et de niveau bac, du fait de la réforme de la voie professionnelle en 2009.

Au cours des trois premières années qui ont suivi la fin de leurs études, leurs trajectoires professionnelles portent les traces de ce parcours scolaire désavantagé. Les jeunes des QPV connaissent plus fréquemment des difficultés

sur le marché de l'emploi. Et bien que la situation économique se soit améliorée, les débuts de vie active des jeunes de la Génération 2017 ressemblent beaucoup à ceux de leurs aînés de la Génération 2010. Les disparités observées entre les jeunes des QPV et leurs voisins demeurent dans l'ensemble de même nature et de même ampleur entre ces deux périodes. Trois ans après avoir quitté le système scolaire, les premiers sont nettement moins nombreux à occuper un emploi que les seconds. Néanmoins, quand ils sont en emploi, ces jeunes voient la part de contrats stables (CDI et fonctionnaire) et de statut cadre augmenter plus significativement que pour les autres, ce qui conduit à resserrer les écarts constatés à ce niveau. Ce rattrapage est certainement à mettre au regard de l'augmentation de la part des diplômés de bac+5 et plus.

Les non-diplômés connaissent une détérioration de leur situation professionnelle, qui se révèle plus importante pour les jeunes n'ayant pas atteint la classe terminale. L'absence de qualification apparaît plus préjudiciable pour les non-diplômés originaires d'un QPV que leurs voisins, jeunes urbains.

Si ces difficultés d'insertion tiennent pour partie à leurs origines sociales plus défavorisées et leurs parcours scolaires plus courts, elles semblent être également le résultat de pratiques discriminatoires dans l'embauche ou dans l'emploi de la part des employeurs vis-à-vis des habitants de ces quartiers. C'est du moins le ressenti qu'expriment 20% des jeunes des QPV, pour 14% de l'ensemble de la Génération.

Mais, au-delà d'origines sociales plus défavorisées, subsiste un effet territorial, résultant notamment d'une forte ségrégation résidentielle, un « effet quartier » dont l'évolution doit encore être analysée (Couppié, 2013 ; Personnaz & Sawadogo, à paraître).

Bibliographie

Barret, C., Ryk, F., & Volle, N. (2014). Enquête 2013 auprès de la Génération 2010-Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme. *Céreq Bref*, n° 319.

Bernard, P. Y., & Troger, V. (2013). La réforme du bac professionnel en trois ans : vers un renforcement de la convention professionnelle dans le système éducatif français ? *L'orientation scolaire et professionnelle*, (42/2).

Boulet, P., Chaigneau M. & Dieusaert P. (2019). *Les lycéens des quartiers prioritaires dans l'enseignement supérieur : une orientation moins ambitieuse, essentiellement attribuable au cursus scolaire*, SIES – ONPV.

Couppié, T. (2013). Insertion des jeunes issus de quartiers sensibles : les hommes doublement pénalisés. *Céreq Bref*, n° 309.

Couppié, C., Dieusaert, P. & Vignale, M. (2020). Que deviennent les jeunes des quartiers prioritaires de la ville après leur bac ? *Céreq Bref*, n°391.

Couppié, T., Gaubert, E., & Personnaz, E. (2022). Des parcours contrastés, une insertion plus favorable, jusqu'à... *Céreq Bref*, n° 422.

Couppié, T. & Sawadogo, A., F. (2023). Débuter un bac pro : pour quels diplômes et quelle insertion ? *Céreq Etudes* n° 52, 31 p.

Gouyon, M. (2022). Comment la situation des jeunes sur le marché du travail évolue-t-elle pendant la crise sanitaire ? *Dares Focus* n° 240.

Henrard, V., & Vignale, M. (2020). Les jeunes des quartiers populaires face à l'emploi. Les inégalités se creusent. *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 71(1), 13-15.

Joseph, O., Olaria, M., & Sawadogo, A. F. (2023). Insertion des sortants du secondaire, la voie professionnelle reste un atout. *Céreq Bref*, n° 433.

Lachkar & Robin (2021). *Fiches Chiffres clés : Emploi*. Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) p. 4-23.

Le Bayon F., Dabet G., Joseph, O., Olaria, M. (Coord.) (2022). « Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la Génération 2017 », *Céreq Enquêtes* n° 3, 106 p.

Mattenet, J. P., & Sorbe, X. (2014). Forte baisse du redoublement : un impact positif sur la réussite des élèves. *Note d'information DEPP*, n° 36.

Mazari, Z. & Robert, A. (2023). Construction et usages de typologies de trajectoires dans une perspective comparative. Le cas des enquêtes Génération 1998, 2004 et 2010. *Céreq Etudes* n°39.

Petit, P., Sari, F., L'horty, Y., Duguet, E., & Du Parquet, L. (2011). Les effets du lieu de résidence sur l'accès à l'emploi : un test de discrimination auprès des jeunes qualifiés. *Economie et statistique*, 447(1), p. 71

ÉTUDE

Évolution de l'insertion professionnelle des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville entre la Génération 2010 et la Génération 2017

